

Politique : des citoyens réclament un référendum obligatoire à l'approche des 20 ans du NON au TCE

Le 29 mai 2025 marquera les 20 ans du rejet du traité constitutionnel européen par référendum. À cette occasion, le parti citoyen Solution Démocratique lance une **série de vidéos** et appelle à instaurer le référendum obligatoire pour toute révision constitutionnelle. Une **pétition citoyenne** est déjà à l'étude à l'Assemblée nationale (n° 2483).

En 2005, 55 % des Français avaient rejeté par référendum le traité constitutionnel européen. Trois ans plus tard, un texte quasi identique – le traité de Lisbonne – était adopté par voie parlementaire. Ce contournement est encore aujourd'hui vécu par de nombreux citoyens comme une **rupture démocratique majeure**.

Des témoignages vidéo de citoyens de tous horizons sont publiés en ligne petit à petit. Ils racontent leurs **souvenirs** du vote de 2005, leur incompréhension face au traité de Lisbonne, et leur désir de voir la démocratie directe renforcée.

Instaurer le référendum obligatoire en France

Ils demandent une réforme simple : rendre le référendum obligatoire pour tout changement constitutionnel ou transfert de souveraineté. Cette exigence rejoint la **pétition citoyenne n° 2483 déposée à l'Assemblée nationale**, que les députés vont examiner en commission des lois.

Raul Magni-Berton, professeur de science politique à l'université catholique de Lille et cofondateur de Solution Démocratique, rappelle : « *Le traité de Lisbonne, s'il n'est pas la cause d'un mal-être français, en est sans doute le symbole. La défiance des Français envers leurs institutions vient en grande partie de là.* »

Dans plusieurs pays européens comme la **Suisse**, l'**Irlande** ou le **Danemark**, aucun transfert de souveraineté ne peut avoir lieu sans référendum. Cette exigence juridique favorise la stabilité, la confiance dans les institutions et l'engagement citoyen.